

DROITS DES GENS (*) ...

DU DROIT DE DISPOSER DE LA VIE DES ADVERSAIRES ()**

C'est un matin des premiers jours de l'existence du *Comité des milices antifascistes* de Catalogne. Nous sommes encore logés au *Club nautique* où les salles sont petites, incapables de contenir la vie croissante du Comité avec ses multiples dépendances. La quantité de gens qui pour une raison ou une autre se rend au Comité des milices est si grande qu'il semble que toute la vie de la ville s'est transférée au Club nautique. C'est-à-dire la vie officielle, celle qui avant circulait dans les couloirs et les bureaux du Gouvernement civil, du Palais de la Generalitat, de la Mairie. Le Club nautique, avec le Comité des milices et la maison CNT-FAI, était devenu le cœur de la Catalogne.

Marcos Alcôn m'accompagne. Dans la distribution des responsabilités, Marcos Alcôn avait eu le département des transports pour la guerre et pour le Comité des milices, qui augmentait chaque jour à cause de la préparation continuelle de colonnes de miliciens et de l'acheminement des montagnes de provisions que l'on devait envoyer aux colonnes qui combattaient : automobiles, camions, trains, etc. Marcos Alcôn s'occupait de tout avec efficacité. Comme tous ceux qui, directement ou indirectement, collaboraient avec le Comité des milices, Marcos Alcôn avait développé un nouveau sens: savoir improviser en toute circonstance.

Il y avait aussi avec nous le commandant Vicente Guarner, chef d'État-major d'une grande intelligence qui comprenait rapidement les problèmes politiques et militaires et que j'avais incorporé à mon département comme conseiller.

Nous étions en train de commenter la journée quand mon secrétaire s'approcha prudemment:

- Il y a là le Consul général de Grande Bretagne qui veut te parler.

Je dis à Marcos Alcôn et à Vicente Guarner que je voulais qu'ils assistent à l'entretien.

- Les questions diplomatiques se traitent généralement en secret, dit Guarner.

- Pas en période de révolution, là, ou il s'agit d'un ultimatum et j'ai besoin de témoins pour donner ma réponse, ou bien de réclamations et il faudra que j'en rende compte au Comité des milices en votre présence.

Il est dommage que je ne me souvienne plus du nom du Consul. Grand, aux traits réguliers, cheveux grisonnants, bien habillé dans un costume de tous les jours, l'allure distinguée et un sérieux bienveillant. Je le saluai et lui présentai Alcôn et Guarner.

- Je vous rends visite en tant que délégué du Corps diplomatique dont je suis le doyen et où je représente le gouvernement de Sa Majesté britannique, dit-il en inclinant la tête respectueusement. Je

(*) Cette sous-partie du chapitre «L'anarcho-syndicalisme au Comité des milices» fut définie et titrée ainsi par l'auteur (Note A.M.).

(**) Sous-titre choisi par *Anti.mythes*.

dois vous informer que j'ai tenté une première démarche ce matin auprès du président de la Generalitat de Catalogne; il m'a écouté avec attention, mais l'affaire que m'a confiée le Corps diplomatique n'est pas de sa responsabilité parce qu'actuellement c'est vous, le chef du Comité des milices antifascistes de Catalogne qui assurez les fonctions exécutives. Et me voici donc. Le Corps diplomatique installé à Barcelone ressent une profonde inquiétude pour la vie et la sécurité personnelle des étrangers résidant dans cette ville et dans toute la Catalogne. C'est pourquoi il souhaiterait que nous envisagions ensemble d'adopter des mesures pertinentes pour assurer la sécurité des citoyens des nations représentées par le Corps diplomatique. Si vous me le permettez, je suggère que vous nous concédiez les installations du Club maritime pour concentrer les citoyens étrangers et pouvoir les évacuer par les bateaux mouillant dans le port de Barcelone. Et je voudrais vous demander encore une chose: que vous nous autorisiez à en confier la garde à des marins de la Flotte Royale anglaise.

Dans ma réponse il ne me sembla pas nécessaire d'élucider les déclarations confuses de Companys.

- Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer la situation révolutionnaire que vit notre pays, déclenchée par le soulèvement de militaires déloyaux et de fascistes qui, comme on le voit dans d'autres pays démocratiques, perturbent la vie des nations. Je suis d'accord avec vous et avec le Corps diplomatique, il faut faire tout son possible pour préserver les Droits de l'homme et je peux dès à présent satisfaire votre demande de faire du Club maritime un refuge pour vos concitoyens. Et en plus, prenez tous les locaux dont vous aurez besoin, dans les bâtiments consulaires ou les maisons privées, pour accueillir les étrangers et les ressortissants espagnols à qui vous voudrez donner asile. Et cela même si le droit d'asile n'existe pas en Espagne et en Europe. Nous mettrons dans tous les consulats une garde de protection, de même qu'au Club maritime, mais nous ne tolérerions pas qu'un marin anglais soit en service.

- Je m'estime satisfait et je ne doute pas que mes collègues du Corps diplomatique le soient aussi. Le résultat de ma démarche a été plus satisfaisant que nous ne pouvions l'espérer. Recevez mes remerciements.

Quand le Consul général britannique fut parti, le commandant Guarner eut ce commentaire:

- Cela faisait des siècles qu'un représentant de l'Angleterre n'avait pas entendu en Espagne «nous ne le tolérerions pas».

Nous étions encore logés au Club nautique quand je reçus la visite de Liberto Calleja, anarchiste aux principes moraux plus que rigides, presque franciscains, très enclin à faire des commentaires sur «mon frère le loup» ou «mes sœurs les eaux» du pauvre d'Assise.

Callejas et moi, nous nous étions connus en 1919 dans la prison Modelo de Barcelone. Je ne l'avais plus jamais perdu de vue. C'était une bonne plume, autodidacte, fils d'un républicain fédéral et franc-maçon. Il avait une formation libertaire solide dont il donnait des preuves constantes dans nos publications. Nous nous sommes retrouvés à Paris en 1925. Il a participé largement à la création du groupe *Solidarios*.

Callejas venait me dire au revoir. Il était peiné que ma proposition de «s'emparer de tout» ait échoué.

- Si elle avait triomphé, disait-il, maintenant nous saurions où nous sommes et où nous allons. Je ne m'en mêlerai pas, j'ai accepté un poste d'instituteur rationaliste. Je crois, Juan que tu te sentiras de plus en plus seul et isolé. Ceux qui t'ont vaincu, Santillàn, Federica, Fidel Mirò, s'éloigneront de toi et de tout ce qui est pureté révolutionnaire. Aujourd'hui ils t'acceptent et te tolèrent parce qu'ils ont besoin de toi.

À ce moment-là, mon secrétaire vint me dire que Ramon Porté, secrétaire de la fédération locale de Montblanch attendait.

- Tu lui as dit que je ne m'occupe que des questions de guerre?

- Oui, mais il insiste, c'est avec toi qu'il veut parler.

Tandis que je disais au revoir à Liberto Callejas, je révisai ma «*fiche mémoire*» de Ramon Porté. C'était un paysan très attaché à la CNT; il y avait toujours été et depuis presque toujours à la fédération locale de Montblanch. Il avait peu de sympathie pour la FAI. Il connaissait bien les problèmes du secteur agricole et très à fond ceux de certaines zones de Catalogne: la «*rabassa morta*», les travailleurs agricoles à la journée ou à la saison, les métayers, etc... Compétent et honnête comme tant de militants des cantons de haute et basse montagne et de la plaine de Tarragone. Sa fédération locale, comme toutes celles de la province de Tarragone y compris Reus, avait voté contre ma proposition à l'Assemblée plénière du 23 juillet. Que pouvait bien me vouloir Ramon Porté?

Il entra en souriant, le regard aigu, perspicace et scrutateur.

À force de parcourir nos campagnes avec Plaja et le «*Manchot de Tarragone*», d'organiser des meetings le samedi et le dimanche, je savais ce qu'il y avait derrière une façon ou une autre de sourire ou d'être sérieux.

Porté parlait à la façon paysanne. Mais les pauses qu'il faisait n'étaient pas dues à l'ignorance ou à la maladresse. Il parlait prudemment et sans précipitation. Il était «*molt murri*», très rusé.

- *Je viens de voir Companys et il m'a dit que tu es le seul à pouvoir résoudre le problème que j'ai depuis deux jours. Un soir voilà trois jours, l'archevêque de Tarragone, le cardinal Vidal Barraguer s'est présenté chez moi à Montblanch et m'a supplié de lui donner refuge, moi, le secrétaire de la fédération locale de la CNT. Il venait en espadrilles de paysan avec un vieux béret sur la tête. Il me dit: «Je viens demander protection pour ma vie à la CNT parce que si la CNT ne me protège pas et qu'on me tue, ce qui arrivera fatalement, on utilisera ma mort à l'étranger comme propagande négative contre la cause républicaine en général et en particulier contre la CNT et la FAI».*

- *L'explication du cardinal me paraît sensée. Mais pourquoi viens-tu me raconter cette affaire? Tu veux mon autorisation pour le tuer?*

- *Non, ce n'est pas ça. Je ne veux pas le tuer et Companys non plus. Le cardinal est depuis longtemps en relation avec Companys et celui-ci m'assure que c'est quelqu'un qui soutient les gauches catalanes.*

- *Bon, Porté, soyons clairs. Si le cardinal soutient les gauches catalanes, pourquoi en faire mystère au lieu de venir à Barcelone et de déclarer face au monde que la justice divine et humaine est de notre côté?*

- *C'est la question. Il dit qu'il connaissait le complot des droites et des militaires dès qu'il a commencé à se construire et qu'ils sont décidés à gagner coûte que coûte. Ils avaient tout prévu et calculé, même qu'ils perdraient en Catalogne. Pour discréditer la cause républicaine en Espagne et à l'étranger, ils avaient prévu les assassinats de curés, d'évêques et de moines là où ils pensaient que la CNT serait victorieuse. Pour cela, ils avaient soudoyé et formé des fanatiques pour qu'ils infiltrerent la CNT, la FAI, la Esquerra Republicana, le POUM et qu'ils profitent des circonstances pour exécuter les membres du clergé. Comme tu le vois, Juan, sauver la vie au Cardinal relève de la haute politique. Si haute que Companys dit qu'il n'a pas les moyens de le faire.*

- *C'est plutôt l'affaire d'Aurelio Fernandez. Ou du Comité régional de la CNT. Qu'est-ce que tu crois que je peux faire, moi?*

- *Très simple. Ta signature est aujourd'hui l'autorité suprême en Catalogne et sur les routes qui la traversent. Un sauf-conduit du Comité des milices signé par toi ouvre toutes les portes. Donne-moi deux sauf-conduits et je me charge du reste.*

J'appelai le secrétaire:

- *Établis à Porté deux sauf-conduits aux noms qu'il te dira, comme service spécial et mets le tampon de ma signature. Va avec lui, Porté, et fais en sorte que ce soient des pistolets de qualité et pas trop chers. Quand tu les apporteras, je les paierai.*

J'ai su qu'ils avaient passé la frontière, je ne sais pas comment et plus tard, à Paris je ne l'ai pas demandé à Porté, c'était sans intérêt. J'ai gardé le secret jusqu'au moment d'écrire ces pages. Longtemps après, j'ai appris qu'à son arrivée à Rome, le Cardinal Vidal Barraguer fut enfermé dans un couvent jusqu'à la fin de la guerre, sans doute pour le punir de ne pas s'être fait tuer. Ensuite il est parti dans un autre couvent, en Suisse où il est mort en exil.

Juan GARCÍA OLIVER.
